

CABINET DU MINISTRE

Unité – Progrès - Justice

0436 /MS/CAB

**ARRETE N° 2011-  
PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE ET D'EXPLOITATION D'UNE  
OFFICINE PHARMACEUTIQUE PRIVEE**

**LE MINISTRE DE LA SANTE**

- VU la Constitution ;
- VU le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2011-237/PRES/PM du 21 avril 2011 portant composition du gouvernement du Burkina Faso ;
- VU le décret n°2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du gouvernement du Burkina Faso ;
- VU la loi n°23/94/ADP du 19 mai 1994 portant code de la santé publique ;
- VU le décret n°2005-398/PRES/PM/MS du 19 juillet 2005 portant conditions d'exercice privé des professions de santé ;
- VU l'arrêté n°2010-359/MS/CAB du 27 octobre 2010, portant conditions d'octroi d'une autorisation de création d'une officine pharmaceutique privée ;
- VU l'arrêté n°2010-360/MS/CAB du 27 octobre 2010, portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une officine pharmaceutique privée ;
- VU le décret n°2011-156/PRES/PM/MS du 24 mars 2011 portant organisation du Ministère de la santé ;
- VU le dossier de demande de l'intéressé ;
- sur avis de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation d'ouverture des établissements sanitaires privés à but lucratif en sa séance du 12 avril 2011,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : En application du décret n°2005-398 PRES/PM/MS du 19 juillet 2005 portant conditions d'exercice privé des professions de santé, **Monsieur SOURABIE Mamadou Traoré**, pharmacien, est autorisé à ouvrir et exploiter, une officine pharmaceutique privée dans la ville de Banfora, Secteur N° 7(Lot 337, Parcelle B), province de la Comoé.



**ARTICLE 2** : Toutefois, dans l'exercice privé des professions de santé, l'intéressé devra notamment :

- demeurer propriétaire de son officine ;
- exercer personnellement la profession de pharmacien conformément à la déontologie et aux règles de l'art pharmaceutique ;
- acquérir, détenir, distribuer et délivrer les médicaments selon la nomenclature nationale des spécialités pharmaceutiques et médicaments génériques du Burkina Faso en vigueur ;
- respecter les orientations de la politique pharmaceutique nationale.

**ARTICLE 3** : Le délai d'ouverture de l'officine au public est fixé à six (06) mois, pour compter de la date de signature du présent arrêté. Passé ce délai, l'autorisation d'ouverture et d'exploitation est déclarée caduque. Toutefois, à l'expiration de ce délai, sur demande motivée adressée au Ministre chargé de la santé, un nouveau délai de six (06) mois peut être accordé.

**ARTICLE 4** : L'ouverture et l'exploitation de l'officine ne deviendront effectives qu'après l'inspection des locaux et des équipements, ainsi qu'après le contrôle du stock initial par les services compétents du Ministère de la santé. Cette inspection est sanctionnée par une décision écrite desdits services.

**ARTICLE 5** : Tout transfert de l'officine d'une localité à une autre, ou d'un site à un autre à l'intérieur d'une même localité, est subordonné à une autorisation du Ministère chargé de la santé.

**ARTICLE 6** : Toute modification dans la gérance de l'officine doit faire l'objet d'une autorisation du Ministre chargé de la santé.



**ARTICLE 7 :** Le Secrétaire général du Ministère de la santé, l'Inspecteur général des services de santé, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

OUAGADOUGOU, le 24 NOV 2011

**AMPLIATIONS**

- 1 Original
- 2 Présidence du Faso
- 3 Premier Ministère
- 4 SG/MS
- 5 Tout gouvernorat
- 6 Toutes Directions centrales du MS
- 7 Tous services rattachés du MS
- 8 ITSS
- 9 Tout Ordre professionnel de la santé
- 10 J.O
- 11 Archives /Chrono



**Pr Adama TRAORE**